



A LA UNE

Les maladies cardiovasculaires : des symptômes différents entre les femmes et les hommes

Les symptômes des maladies cardiovasculaires peuvent varier entre les hommes et les femmes. Les hommes sont susceptibles d'éprouver des douleurs thoraciques classiques, tandis que les femmes présentent des symptômes plus subtils tels que de la fatigue, des nausées ou des maux de dos. C'est pourquoi leur prise en charge peut être plus tardive si les symptômes ne sont pas reconnus comme tels. Les pertes de chance d'être soignées à temps sont donc réelles : une femme a deux fois moins de chance qu'un homme de survivre à un arrêt cardiaque selon une étude publiée dans l'European Heart Journal : diagnostic plus difficile, méconnaissance de certains symptômes, coronarographie moins souvent prescrite.

Il est donc recommandé aux femmes de consulter rapidement un professionnel de santé dès l'apparition d'une fatigue inhabituelle.

La reconnaissance précoce des symptômes est cruciale pour une intervention rapide : 200 femmes meurent chaque jour de maladies cardiovasculaires, ce qui en fait aujourd'hui la première cause de mortalité féminine en France.

C'est pourquoi la direction des ressources humaines du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer souhaite à nouveau sensibiliser les femmes aux maladies cardiovasculaires à l'occasion de **la journée internationale des droits des femmes le vendredi 8 mars, avec l'organisation d'un dépistage** conduit par l'Union régime obligatoire prévention santé (UROPS) sur le site de Lumière mais ouvert à l'ensemble de l'administration centrale.

Une autre journée est proposée **le lundi 11 mars**.



Et parce qu'il est toujours bon de le rappeler

Pratiquer 30 mn d'activité physique par jour,

préférer les fruits et légumes frais aux produits transformés, éviter de trop saler les plats, maîtriser sa consommation d'alcool et de tabac [voire arrêter] apprendre à gérer son stress au travers d'exercices de respiration, de yoga, de méditation, de sophrologie... et rire 10 mn par jour, permettent de faire de la prévention positive !

> Ce type d'opérations est conduite depuis 2022 en administration centrale et dans les préfectures qui peuvent en faire la demande auprès d'UROPS.

Pour en savoir plus :

[Dépistage du diabète et des maladies cardio-vasculaires](#)
[Maladies cardio-neurovasculaires](#)
[Notre combat pour le Cœur des Femmes Alerter, Anticiper, Agir](#)

Et n'oubliez pas : si les symptômes d'une maladie cardiovasculaire apparaissent ou si vous en êtes le témoin chez un proche : **composez le 15.**

Colloque du 20 décembre 2023 : « accompagner les personnels de la Police nationale : préserver et renforcer leur équilibre psychologique »

Le mercredi 20 décembre, s'est tenu à l'amphithéâtre de Lumière, le colloque organisé par la sous-direction de la prévention, de l'accompagnement et du soutien des personnels (SDPASP) sur les enjeux de la santé psychologique des personnels de la Police nationale :



« Accompagner les personnels de la Police nationale : préserver et renforcer leur équilibre psychologique »

Le directeur général, Frédéric Veaux, a ouvert le colloque, en présence de toute la hiérarchie policière, des directions nationales dont l'académie de Police, des directions zonales, des départements chargés de la stratégie, de la synthèse et des soutiens, des représentants des personnels, de tous les acteurs de la chaîne du soutien (médecins, service social, SSPO, conseillers de prévention) et des partenaires associatifs et mutualistes. Le directeur a rappelé la difficulté du métier de policier, qui expose quotidiennement à la violence, l'engagement de l'institution dans la prévention des risques psycho-sociaux, et également du risque suicidaire, et les dispositifs d'accompagnement créés ces dernières années pour protéger et aider les policiers. Il a également souligné que ce colloque est une étape en vue de l'élaboration d'une nouvelle stratégie autour de la préservation de la santé psychologique des personnels de police.

Cette journée animée avec talent par Sonia Fibleuil, commissaire divisionnaire et porte-parole de la Police nationale, s'est articulée autour des quatre tables-rondes suivantes :

- Policier, est-ce un métier qui expose psychologiquement davantage aujourd'hui qu'hier?
- Les conséquences de cette exposition à risque sur le plan psychologique.
- Les facteurs de protection interne à l'institution (Les leviers d'une bonne santé mentale).
- Les ressources protectrices d'une bonne santé psychologique : bien dans son corps et dans sa tête.

Les intervenants, spécialistes dans les thèmes des tables rondes, historien, chercheur, psychiatre, médecin, psychologue, sportif et bien entendu policiers, ont partagé leurs connaissances approfondies, leurs expertises et leurs expériences. Les interventions et les débats, qui ont suivi, ont été riches et denses et ont mis en évidence les réels engagements de notre institution dans ces problématiques et la volonté de mieux lutter contre les facteurs de risque et de s'emparer des facteurs de protection pour développer et promouvoir le mieux-être.



Céline Berthon a clôturé le colloque, en soulignant l'importance de l'action collective. Ce colloque a en effet mis en avant la responsabilité de chacun : du chef de service par un management « sain » et « bienveillant » à l'agent en passant par l'ensemble des réseaux médicaux et de soutien à l'importance de prendre soin de soi et de ses collègues. La préservation et le renforcement de l'équilibre psychologique des personnels de la Police nationale sont une exigence collective. L'institution doit poursuivre son action autour :

- d'une meilleure prise en compte de la charge émotionnelle des policiers : être à l'écoute sans stigmatisation et mettre en place des outils solides de repérage et

d'accompagnement des personnels dans la durée ;

- de la création d'un environnement professionnel, qui favorise le partage, les échanges et la résilience, où les RETEX retrouvent leur fonction première dans un collectif de travail ;
- du renforcement de la formation des managers, de la formation initiale et continue.

Enfin, elle a insisté sur la capacité et la volonté d'adaptation de la Police nationale pour affronter toutes les difficultés, ainsi que le réel engagement de l'institution et la volonté de s'emparer des facteurs de protection pour développer et promouvoir le mieux-être.



CAPS : une convention de partenariat avec l'Association nationale des conseillers conjugaux et familiaux (ANCCCF)

Le directeur des ressources humaines, des finances et des soutiens de la Police nationale, Stanislas Cazelles a signé, le vendredi 9 février dernier, une convention de partenariat avec l'Association nationale des conseillers conjugaux et familiaux (ANCCCF).

Cette association, représentée par sa présidente Anne Dubois-Dejean et sa vice-présidente Capucine Vêto, est un organisme qui fédère des conseillers conjugaux et familiaux diplômés et qualifiés sur l'ensemble du territoire national.

Les liens affectifs et familiaux sont des facteurs de protection. Mais ces liens peuvent être mis à mal par le rythme de travail et les sujétions dont les agents peuvent faire l'objet.

Cette convention répond à la mesure du protocole pour la modernisation des ressources humaines de la Police nationale en date du 2 mars 2022 qui prévoit « le développement d'un réseau de soutien en matière de conseil familial avec des professionnels extérieurs » et offre ainsi aux personnels de la Police nationale qui en auraient besoin, un soutien en matière de conseil familial. Elle permet à l'institution policière de s'appuyer sur un réseau externe de conseillers conjugaux et familiaux, sensibilisés aux spécificités des missions de ses agents.

Cet accord prévoit la prise en charge intégrale des premières consultations avec les conseillers de l'ANCCCF, au bénéfice de l'ensemble des agents.

D'ores et déjà 243 conseillers conjugaux et familiaux (CCF) ont adhéré à la convention couvrant toutes les régions.

Les personnels de police peuvent accéder à la liste des CCF adhérents à ce dispositif via ce QR Code, et ainsi fixer un rendez-vous avec le CCF de leur choix. **Ces rendez-vous sont gratuits et confidentiels.**



La sous-direction de la prévention, de l'accompagnement et du soutien des personnels à l'initiative de cette collaboration était présente : Laurence Goutard-Chamoux, sous-directrice, Judith Verneyre, chargée de mission à la Cellule analyse prévention suicide (CAPS) et Annabel Lagroy de Crouette, conseillère conjugale et familiale recrutée en interne sur la région Rhône-Alpes.



Du nouveau du côté de votre restaurant collectif

Depuis le 1^{er} janvier dernier, les dispositions la loi EGalim s'appliquent maintenant à tous les restaurants collectifs publics ou privés.

Dans votre assiette désormais 100 % des produits des filières viandes et poissons doivent être durables et de qualité pour les repas pris dans un restaurant collectif de l'État ou un de ses établissements publics, et au moins 60 % dans les autres types de structures.

Pour les autres familles de produits, rien ne change. Les taux atteints en produits durables et de qualité doivent, par ailleurs, être affichés.

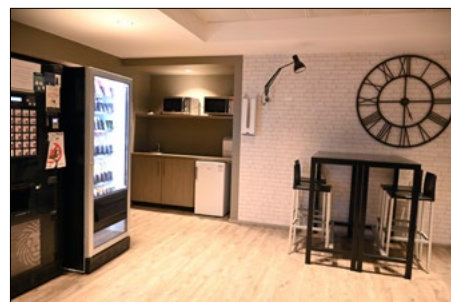
En l'absence de choix multiples de menus, votre restaurant doit vous proposer un menu végétarien.

Il doit également mettre en œuvre un plan pluriannuel de diversification des protéines au-delà de 200 repas par jour afin de ne pas toujours manger du poulet ou des œufs.

Du côté de la lutte contre le gaspillage alimentaire, des labels nationaux vont progressivement apparaître en fonction du niveau d'engagement de votre restaurant. Soyez attentif, cette nouvelle signalétique est là pour votre information !

Envie d'en savoir plus ? N'hésitez pas à faire un détour sur la plateforme dédiée « ma cantine » :

<https://ma-cantine.agriculture.gouv.fr/accueil>



Vous souhaitez bénéficier de plus de temps pour lire la lettre de l'action sociale chez vous ?

Vous partez en retraite et souhaitez continuer à suivre l'actualité du ministère de l'Intérieur avec la lettre d'action sociale et l'Acturetraite ?

Une solution : adressez-nous votre adresse électronique personnelle sur la boîte : action.sociale@interieur.gouv.fr avec vos nom, prénom et votre position administrative (en activité ou en retraite).

Vous recevrez ainsi les lettres électroniques « Action sociale Infos » mensuelle et « Acturetraite » annuelle et serez informé(e) régulièrement de l'actualité sociale ministérielle et interministérielle.

Webinaire sur les aides à destination des correspondants handicap

- **Merci aux 70 participants !** Correspondants handicap du MIOM et collègues en charge des dossiers de financement.
- **1^{er} webinaire** organisé le 6 février dernier par la mission handicap de la DRH ministérielle du MIOM.

Intervenants

- > **Catherine Castelain**, cheffe du bureau des conditions de vie au travail et de la politique du handicap au bureau des conditions de vie au travail et de la politique du handicap (BCVTPH)/SDASAP/DRH) et **Najet Fernand**, son adjointe.
- > **Doriane Poltavtseef**, en charge du contrôle des dossiers de financement et **Valérie Suchaud-Merckens**, référente nationale handicap/BCVTPH/SDASAP/DRH.
- > **Bruno Picard**, directeur délégué aux employeurs publics et partenaires nationaux au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique (FIPHP).

Objectifs

- > Présenter les repères et les évolutions du financement des aides.
- > Répondre aux questions.

Transmission post-événement

- > Le support de présentation.
- > La FAQ en réponse aux questions posées sur le chat.
- > Le lien vers le guide de l'aménagement raisonnable du défenseur des droits.
- > Une enquête de satisfaction !



Le handicap nous concerne tous.



W • E • B • I • N • A • I • R • E

Contact : **Valérie Suchaud-Merckens**, référente nationale handicap/BCVTPH/SDASAP/DRH - Mél. handicap@interieur.gouv.fr

La portabilité en cas de mobilité

Vous êtes en situation de handicap et pour adapter votre poste de travail, vous bénéficiez d'équipement(s) spécifique(s) résultant d'un aménagement de poste tel qu'un fauteuil ergonomique / matériel(s) adapté(s)...

Vous faites une mobilité au sein d'un des trois versants de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière) ou du secteur privé ?

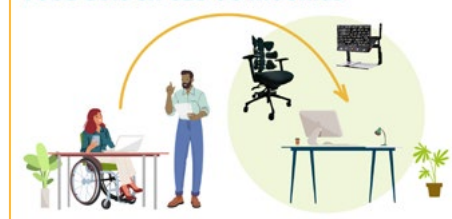
Ce matériel peut vous suivre pour faciliter votre prise de poste.

Une condition : le coût de cession, du transport et de l'installation, à la charge du nouvel employeur, doit être inférieur à celui qui serait nécessaire pour l'adaptation de votre nouveau poste de travail.

Ce dispositif vise à favoriser et fluidifier les parcours des agents en situation de handicap, la bonne utilisation des équipements et l'adaptation des postes dans les meilleurs délais.

La démarche : votre correspondant handicap de proximité peut prendre contact avec les services de votre nouvel employeur (et inversement), pour vérifier l'adéquation du matériel actuel avec l'adaptation du futur poste et la complétude de la condition afin qu'une convention de portabilité soit établie.

Le matériel adapté à votre handicap vous suit en cas de mobilité



15 %

des personnes en situation de handicap ont besoin d'un aménagement de poste.

Ne perdez pas vos droits

- Vérifiez la date de validité de votre justificatif de travailleur en situation de handicap (RQTH, AAH, carte mobilité inclusion...)
- Pensez à faire les démarches pour renouveler vos droits.
- Votre correspondant handicap de proximité peut vous accompagner.



Retrouvez la liste des référents handicap de proximité sur le site Intranet de l'action sociale :

<https://action.sociale.interieur.gouv.fr/index.php/handicap/288-qui-contacter>

Les textes :

[Le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap](#)

L'article 12 de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi modifie [l'article L. 5213-6 du code du travail](#) et permet une [convention de portabilité entre une entreprise privée et un employeur public](#)

Interview de Flora Pintado, agent du ministère, famille d'accueil d'Ussia, un futur chien guide pour aveugle et malvoyant !

Flora, c'est la première fois que vous êtes famille d'accueil d'un futur chien guide, comment cette idée vous est-elle venue ?

J'aime les animaux et j'avais envie d'avoir un chien, mais pas d'un chien qui resterait la journée dans un appartement. J'imaginai un compagnon qui pourrait aller tout le temps partout avec moi.

J'avais été sensibilisée au handicap lors de mon parcours professionnel et j'avais envie de faire quelque chose d'utile, d'aider une association.

J'étais à proximité de l'école des chiens guide de Paris, le projet a fait son chemin. J'ai eu envie de sensibiliser des gens autour de moi à l'accessibilité à tous les endroits pour ces chiens, d'aider à leur éducation.

C'est aussi une réflexion qui s'est faite à deux, avec mon mari, puis nous avons déposé un dossier, un moment a passé, il fallait être prêts, l'école nous a contactés et Ussia est avec nous depuis 6 mois maintenant.

Votre conviction et votre joie transparaissent ! L'école des chiens guide de Paris vous accompagne ?

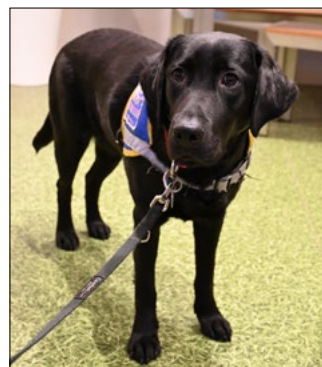
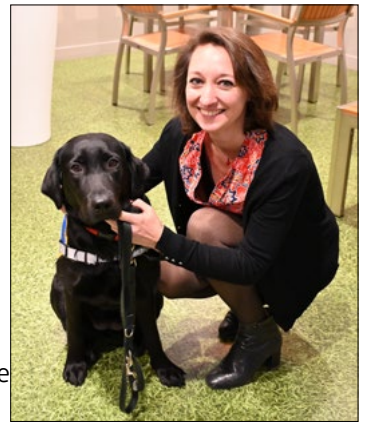
Oui, c'est rassurant, nous ne sommes pas éducateurs canin. Nous avons commencé par une réunion d'1/2 journée avec toutes les familles candidates, des éducateurs et une famille d'accueil expérimentée pour savoir ce qu'il y aurait à faire, bien comprendre, bien avoir conscience des implications. C'est à la suite de cette présentation que nous avons confirmé notre accord pour cet engagement.

Toutes les deux, trois semaines, il y a une demi-journée avec son éducateur, on y croise aussi les autres chiens et Ussia a fait un bilan intermédiaire d'une semaine à l'école. A la fin, elle passera des examens.

Je vous sens entièrement dans votre rôle, votre mission ! Aviez-vous déjà eu un chien ?

Non, jamais, mon mari lorsqu'il était enfant. Lorsqu'Ussia était petite, on l'a eue à 3 mois, on était arrêtés en permanence. Son gilet était trop grand, ça marquait les gens, j'étais « la dame au chien », Ussia est la star !

Maintenant, j'ai l'habitude d'expliquer, mon discours est rôdé ! C'est une expérience incroyable et elle est hyper affectueuse.



Comment avez-vous fait connaissance avec Ussia ?

C'est l'école qui choisit le chien qui nous est confié. Il y a eu une réunion avec l'éducateur et le chien. La semaine d'après, le chien nous était remis physiquement, on a fait 1 photo pour l'école. L'éducateur est venu à notre domicile à la fin de la 1ère semaine pour voir comment elle s'adaptait à son nouveau domicile.

Quel est votre rôle vis-à-vis de ce futur chien guide ?

Les familles d'accueil ont un rôle essentiel dans la formation d'un futur chien guide.

Pendant 9 mois, le chiot fait ses premiers apprentissages, comme la propreté, l'obéissance comme pour revenir lorsqu'on l'appelle lors des détentes, ... Il faut lui apprendre toutes les bonnes manières : ne pas aboyer, ne pas se jeter sur quelqu'un, ne pas monter sur un canapé....

Il faut le socialiser en l'emmenant partout et notamment en vacances pour lui faire découvrir différentes situations. Il doit être à l'aise dans toutes les situations, dans les lieux publics, les transports en communs, les commerces, au restaurant, chez des amis, avec des adultes ou des enfants, avec d'autres animaux.

Le chien doit savoir gérer ses émotions. On doit faire en sorte qu'il devienne un chien de compagnie idéal, équilibré et bien élevé.

Comment lui apprenez-vous ? vous avez un ou deux exemples ?

Elle apprend très vite !

Elle comprend de plus en plus de mots : son nom, assis, couché, au pied... et chat.

Lorsqu'elle fait quelque chose qui ne va pas, on ne la gronde jamais. En revanche, on récompense à la croquette et ça lui donne envie de recommencer.

Pour l'habituer aux bruits, nous n'avons rien fait de spécial. En fonction de la situation, je peux tout simplement ne montrer aucune réaction et elle comprendra qu'il n'y a rien à craindre.

Au fur et à mesure elle comprendra : par exemple, un klaxon pourra l'effrayer la première fois, elle voit que je ne bouge pas, la fois suivante elle ne bouge pas ! ou la fois suivante.

Comment cela se passe-t-il au bureau ? avec vos collègues ?

Après avoir fait son petit tour des bureaux pour dire bonjour, elle va se coucher. Elle est à côté de moi, sur son tapis. Elle est sage, elle dort toute la journée. Elle se fait oublier la plupart du temps. Lorsque je participe à des réunions, les gens sont toujours très surpris qu'elle soit aussi tranquille, facile, ça les interpelle. En fait, ils se rendent compte que sa présence n'est pas un problème.

Et parfois, quand elle a besoin de câlins, elle se met en plein milieu du couloir pour attendre une caresse. Et en général, elle n'attend pas longtemps...

Ça a été un changement incroyable. Maintenant, tout le monde la connaît, elle a aussi permis de créer des liens dans ces couloirs impersonnels. Les gens me parlent plus, se parlent entre eux et sourient quand elle arrive le matin. Sa présence a des effets très positifs pour tous.

Ils sont contents de sa présence et on se rend compte du bien que fait un animal sur un lieu de travail. Certains collègues, après un entretien difficile, viennent me voir et disent « j'ai besoin de caresser un chien ».

Qu'est-ce que cette action vous apporte ?

Au delà du soutien à l'association et du plaisir d'être avec Ussia, le sourire des gens dans la rue quand ils la voient, les conversations avec des inconnus, et d'autant plus quand elle était bébé. Dans la rue tous les passants m'arrêtaient pour me dire que mon chiot était beau. Et beaucoup s'intéressent à ce qu'elle fait et va devenir. Je suis très fière d'être avec Ussia.

Combien de fois j'ai eu des refus pour entrer dans des commerces « c'est interdit aux chiens », je leur dis mais ce n'est pas un chien ! Je leur explique et s'il le faut j'insiste. Finalement, j'arrive à changer l'idée pour que les chiens guides y aient accès.

Découvrez-vous des aspects que vous n'aviez pas imaginés ?

C'est chouette de découvrir ses premières fois, première neige, première balade à la plage, première rencontre avec des animaux de la ferme...

Je n'aurais jamais pensé aller au cinéma avec un chien. Et pourtant, ça se fait. Une fois qu'elle a compris qu'il ne fallait pas manger les popcorn, tout va bien.

Quels conseils donneriez-vous à de futures familles d'accueil ?

- Se préparer à beaucoup d'engagement : la propreté ; le temps des trajets est multiplié par deux en s'arrêtant à tous les passages piétons.
- Se heurter à quelques situations d'accès difficiles : taxis, commerces de bouche ; il faut s'armer de patience et beaucoup expliquer.
- Se préparer à la séparation.

Mais c'est une expérience magique, je le referai et je serai aussi probablement famille relais.

Vous nous racontez quelques anecdotes ?

- Plusieurs fois, les gens m'ont proposé leur place dans le métro, certainement en pensant que j'étais malvoyante.
- La première fois qu'elle a entendu des applaudissements, j'étais en formation, elle s'est mise à courir comme une folle tout autour de la salle, comme un tour d'honneur. Et elle a fini par comprendre, maintenant, elle ne réagit plus.
- Parfois, comme je l'emmène partout, elle me montre qu'elle en a marre d'attendre à écouter des discours ou autre et se met à bailler bruyamment. J'ai été parfois bien mal à l'aise...

Avez-vous des messages importants à faire passer ?

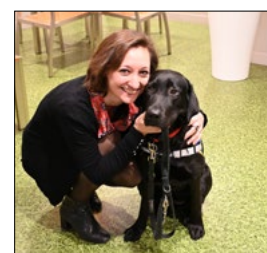
Oui, deux essentiels :

- Lorsqu'un futur chien guide a son gilet, il travaille et pour travailler, ça lui demande beaucoup de concentration, c'est tout aussi vrai pour le chien guide. Alors, il faut le laisser tranquille, il ne faut pas le caresser, ni dans la rue, ni dans les couloirs du bureau même si c'est très tentant. Il doit apprendre ça dès maintenant avec une personne voyante pour rester alerte lorsqu'il conduira une personne aveugle ou malvoyante.
- Un message pour tous et aussi pour les services de sécurité du MIOM : deux fois, j'ai été confrontée à ce problème lorsque je me suis rendue sur des sites extérieurs : « le chien ne peut pas entrer dans le bâtiment, pour des raisons de sécurité, sauf si vous-même êtes aveugle ou malvoyante ». Il faut savoir qu'un chien guide en formation a exactement les mêmes droits qu'un chien diplômé. Et il a une carte d'identité. Il ne peut être refusé dans des lieux recevant du public ni sur un lieu de travail, c'est la loi. Après discussion, on y arrive toujours.

Le mot de la fin ?

Merci à mes collègues et ma hiérarchie (Sabine Poirot et Philippe Zanardi) d'avoir rendu ce projet possible et d'avoir si bien accueilli Ussia !

Merci à Flora, conseillère mobilité parcours professionnels à la DRHFS, de la Police nationale, sur le site de Lumière à Paris, pour ce partage si riche. Un bel exemple d'engagement, de diversité aussi, la preuve qu'il peut y avoir beaucoup de positif dans des situations inhabituelles au bureau !



Journée prévention santé (JPS) le 28 novembre 2023 dans les Landes (40)

Le 28 novembre dernier s'est déroulée une JPS dans les locaux de la préfecture, en partenariat avec les mutuelles Intérieure et MGP.

Cette journée organisée par le Secrétariat général commun départemental (SGCD) avec l'appui de la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel/DRH, était ouverte aux agents de la préfecture, de la sous-préfecture, du SGCD et des directions départementales interministérielles (DDI) des Landes.

Les intervenants ont tout d'abord été accueillis par Hélène Lobier, directrice du SGCD. La journée s'est ensuite déroulée autour de 6 ateliers, collectifs ou individuels, dans plusieurs salles de la préfecture ainsi que dans le vestibule de la préfète, à savoir :

- ergonomie sur poste de travail (mené par un ergonome),
- étirements et réveil musculaires (mené par un coach sportif),
- gérer son stress par la respiration (mené par un sophrologue),
- dépistage du stress (mené par un intervenant formé),
- sommeil et technique de récupération (mené par un sophrologue),
- analyse de la composition corporelle (mené par un diététicien).

Ce sont 59 agents qui ont participé aux différents ateliers de la journée. Ils ont été très appréciés du fait des temps d'échanges et de conseils adaptés. Cette action de prévention pourra leur servir autant dans le cadre du travail que dans leur vie personnelle.

Contact : Marie Peltekian, cheffe de la section action sociale, formation et prévention / SGCD40 - Mél. sgc-action-sociale@landes.gouv.fr



Tous les agents relevant du périmètre SG (dont ceux des DDI), peuvent bénéficier des JPS.

Les enquêtes de satisfaction montrent que ces journées rencontrent un vif succès auprès des agents.

Les préfectures intéressées par une JPS peuvent contacter le BPPS auprès de Romaric Bolzan : romaric.bolzan@interieur.gouv.fr ou Laurence Puech : laurence.puech@interieur.gouv.fr

Journées prévention santé (JPS Police)

La DRHFS/SDPASP organise des journées prévention santé (JPS Police) en partenariat avec les mutuelles Intérieure et MGP, et la Fédération sportive de la Police nationale (FSPN).

Au programme de ces journées, des animations et des ateliers sont mis en place pour apporter des conseils avisés aux personnels de la Police nationale sur les thématiques de la santé, de l'ergonomie au travail, de l'évaluation de la condition physique, de l'alimentation, de la gestion du stress ou encore sur la conduite d'urgence et préventive.

D'autres modules sont destinés aux fonctionnaires de police travaillant en horaires décalés. Ils peuvent ainsi bénéficier des recommandations d'un professionnel sur le sommeil, la nutrition et les troubles musculo-squelettiques. Les conseils prodigués visent à permettre aux policiers de mieux récupérer en adaptant leurs cycles de repos et de sommeil.

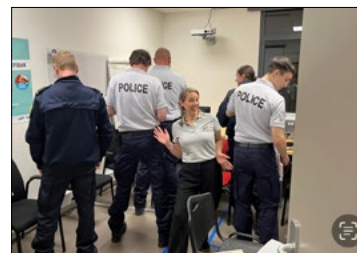
Plusieurs journées sont d'ores-et-déjà programmées sur le premier semestre 2024, aux dates suivantes (sous réserve d'éventuelles modifications) :

- CPN Plaisir, le 12 mars.
- DIPN Annecy, le 26 mars.
- CPN Thonon (site Annemasse), le 28 mars.
- CPN Annemasse, le 28 mars.
- CNFUC Cannes- Ecluse, le 2 avril.
- DIPN Nancy, le 15 mai.

Modules destinés aux travailleurs de nuit (programmés à la prise de service) :

- DIPN Annecy, le 25 mars.
- CPN Thonon, le 27 mars.
- CPN Annemasse, le 29 mars.
- DIPN Nancy, le 14 mai.

Si vous souhaitez organiser une JPS, vous pouvez contacter le pôle partenariats de la DRHFS aux numéros suivants : **01 80 15 48 49** ou **01 80 15 46 81**.



SGCD de la Haute-Garonne (31)

Journée de dépistage « diabète et maladies cardiovasculaires »

Le 6 février dernier, le bureau du dialogue social, de la prévention et de l'action sociale du SGCD31 a organisé une journée de dépistage « diabète – maladies cardiovasculaires » à l'attention des agents de la préfecture, des sous-préfectures et du SGCD. Avec la participation d'une équipe de l'Union prévention santé pour la Fonction publique (UROPS) composée de deux infirmières diplômées d'État, d'un nutritionniste et d'une diététicienne, ce sont au total 60 agents qui ont été dépistés.

Cette journée a débuté par une conférence de 30 minutes intitulée « Bien manger » et animée par un nutritionniste. Ce format court a permis aux participants de mesurer les bienfaits d'une alimentation équilibrée sur la santé.

À l'issue du dépistage avec l'infirmière, l'agent a pu bénéficier d'un entretien avec un nutritionniste ou une diététicienne. Une nouvelle opération sur cette même thématique devrait être programmée courant 2024.

Contact : **Cécile Bosch-Laviolette**, conseillère de prévention et correspondante handicap.

Mél : cecile.bosch-laviolette@haute-garonne.gouv.fr



Santé, Prévoyance : savez-vous les distinguer ?

En 2025, le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (MIOM) proposera deux contrats collectifs de protection sociale complémentaire :

- Un contrat de complémentaire santé, à adhésion obligatoire ;
- Un contrat de complémentaire prévoyance, à adhésion facultative.



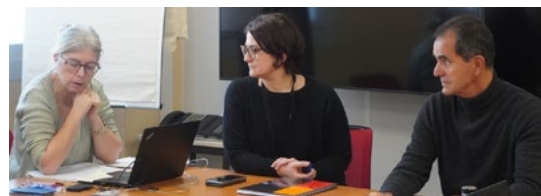
	Complémentaire santé	Complémentaire prévoyance	Explication
Je consulte mon médecin traitant, la consultation est facturée 26,50 €. L'assurance maladie me rembourse 70 %. Qui me rembourse le complément ?	X		Dans le cadre d'une consultation d'un médecin généraliste à 26,50 € : 18,55 € sont pris en charge par l'Assurance Maladie (hors participation forfaitaire de 1 €) et 7,95 € par la mutuelle.
Je suis en arrêt maladie ordinaire depuis 4 mois, je bénéficie d'une couverture qui me permet de compléter la rémunération versée par mon employeur. Qui me verse cette prestation ?		X	La prévoyance est une protection sociale qui permet de compléter le maintien de salaire par l'employeur. Elle protège l'agent des conséquences financières d'une baisse de revenus, en cas d'accident ou de maladie. C'est une garantie contre les risques lourds calculée en fonction , notamment, de l'âge et de la rémunération. La Loi Évin définit la prévoyance.
Je bénéficie d'un forfait qui finance un certain nombre de séances d'ostéopathie par an. De quel contrat cela relève-t-il ?	X		La complémentaire santé peut me proposer un forfait annuel facilitant l'accès à des médecines douces et auxiliaires médicales qui ne sont pas pris en charge par l'Assurance maladie. Par exemple , je peux bénéficier d'un forfait annuel prenant en charge une part du coût de consultation d'ostéopathie.
Je souhaite protéger mes proches en cas de décès. Comment cela est-il couvert ?		X	La complémentaire prévoyance correspond aux conséquences financières des risques « lourds » : incapacité (c'est-à-dire l'arrêt maladie), invalidité, décès. La garantie décès correspond généralement à un capital décès ou une rente versés aux proches.
Je me fais vacciner chaque année contre la grippe. Je ne suis pas personne à risque. Qui prend en charge le coût de ma vaccination.	X		La vaccination est un acte de prévention en santé . Elle est prescrite par un médecin aux personnes à risques et ouvre alors droit au remboursement par l'Assurance maladie. La complémentaire santé peut également proposer une participation forfaitaire pour faciliter l'accès à ce soin de prévention aux personnes qui n'ont pas de prescription médicale en tant que personnes à risques.

Le SGAMI Sud-Est (69)

Accueil des assistants de service social et conseillères techniques

Alain Plaindoux, secrétaire général adjoint, a accueilli les assistants de service social de la zone Sud-Est et leurs deux conseillères techniques, qui se sont réunis le mardi 13 février, sur le site Gouverneur du SGAMI Sud-Est (69).

Audrey Mayol, directrice des ressources humaines du SGAMI et Ingrid Beaud, son adjointe, étaient présentes et accompagnées par Christel Peyrot, cheffe du bureau des rémunérations (BREM) et Marine Frèrejean, cheffe de la section Accidents et maladies imputables au service (AMIS).



Ces réunions, qui se veulent annuelles, sont des temps forts pour les équipes de la DRH du SGAMI et les assistants de service social avec qui ils travaillent tout au long de l'année, dans le cadre de l'accompagnement social des agents du ministère des différents départements de la zone de défense.

La matinée du 13 février a permis de faire le point sur les sujets d'actualité des différents bureaux, les organigrammes, de repérer les partenaires privilégiés du service social et de répondre aux questions techniques des professionnels. Le BAS et le BREM sont les deux bureaux avec lesquels le service social est le plus en lien. Cette rencontre est donc importante pour échanger sur les modalités d'intervention et de communication entre les deux entités : bureaux de la DRH et service social.

Cette rencontre partenariale a pleinement répondu aux attentes des 17 assistants de service social présents. Ils ont pu repérer leurs interlocuteurs au BAS et au BREM, comprendre leurs méthodes de travail et avoir des précisions à propos des différentes procédures administratives pour lesquelles, ils accompagnent les agents qui les sollicitent.

Site Intranet SGAMI Sud-Est : <https://intranet.sgami-se.interieur.rie.gouv.fr/index.php/actualites-drh/2708-reunion-des-assistants-de-service-social-de-la-zone-sud-est>

SGCD de la Haute-Garonne (31)

Phase de test réussie pour l'escape game des JOP 2024

Le 9 janvier dernier, les agents du SGCD de la Haute-Garonne ont relevé le défi de la recherche de la flamme olympique.

Cette expérience a permis de tester grandeur nature l'animation et l'organisation du jeu. Les candidats tous volontaires ont fait preuve de logique et d'esprit d'équipe en réussissant à déjouer les énigmes en 37 minutes chrono !

Portée par la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel (SDASAP)/DRH cet escape game consacré aux jeux olympiques et paralympiques de 2024 aura vocation à passer le relais auprès des SGCD de la région Occitanie.

D'autres sessions seront également programmées sur l'ensemble du 1^{er} semestre pour les agents du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer en Haute-Garonne.

Contact : **Virginie Avizou**, cheffe du bureau du dialogue social, de la prévention et de l'action sociale
Mél : virginie.avizou@haute-garonne.gouv.fr



Action de sensibilisation autour du jeu « sexisme sans façon(s) »

Dans le cadre de la première journée contre le sexisme, une action de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles a été menée auprès des agents du périmètre de l'Administration territoriale de l'État (ATE) en Haute-Garonne le 25 janvier dernier.

La référente égalité-diversité a proposé une animation autour du jeu « sexisme sans façon(s) ».

Les 10 participants au jeu ont apprécié cette initiative qui leur a permis de démasquer les différentes facettes du sexisme et de mieux appréhender les composantes du sexisme dans les situations de travail au quotidien.



Contact : **Valérie Bauthian**, référente égalité professionnelle et diversité - Mél : valerie.bauthian@haute-garonne.gouv.fr

SGC des Bouches du Rhône (13) : à la rencontre des agents...

La commission locale d'action sociale (CLAS) des Bouches-du-Rhône a voté le 4 décembre 2023, 11 actions au bénéfice des personnels du ministère de l'Intérieur. Parmi celles-ci, deux nouvelles actions sont mises en place en 2024 :

- Une opération « JOP 2024 » qui permettra aux enfants des agents du ministère âgés de 6 à 10 ans de bénéficier d'un chèque sport d'un montant de 30 €, dans la limite du budget défini.
- L'accès gratuit et sans limite durant toute l'année 2024 à la billetterie proposée par le prestataire VegaCE [cinéma, parc d'attraction, concerts, loisirs, vacances, bons d'achat] pour l'ensemble des agents du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer dans les Bouches-du-Rhône sans conditions de ressources.

Afin de mieux communiquer sur ces nouvelles actions, une [plaquette d'information](#) a été réalisée pour présenter l'ensemble des actions BDIL 2024 ainsi que les prestations sociales dont peuvent bénéficier les agents. Par ailleurs, des stands d'information sont actuellement proposés durant la pause méridienne sur différents sites dans le département.

Le bureau de l'action sociale, ainsi que les quelques 60 correspondants d'action sociale sont pleinement mobilisés pour diffuser l'ensemble des informations au plus près des 8 200 agents du périmètre.

Contact : **Emilie Aimonetti**, cheffe du Bureau de l'action sociale - Mèl : sgc-srh-prestations-sociales@bouches-du-rhone.gouv.fr



La majoration de pension pour avoir élevé au moins trois enfants

Si vous avez élevé au moins trois enfants, vous bénéficierez d'une majoration de votre pension.

Cet avantage s'applique à toutes vos pensions (de la fonction publique, du régime général et des autres régimes de retraite). Il concerne à la fois le père et la mère des enfants.

Quels enfants sont pris en compte ?

- vos enfants nés ou adoptés,
- les enfants de votre conjoint (mariage) issus d'un mariage précédent,
- les enfants de votre concubin ou partenaire de PACS,
- les enfants ayant fait l'objet d'une délégation de l'autorité parentale à votre profit ou au profit de votre conjoint,
- les enfants placés sous votre tutelle ou de votre conjoint lorsque la tutelle s'accompagne de la garde effective et permanente,
- les enfants recueillis dans votre foyer.



Une condition de durée d'éducation à remplir

Vous devez avoir élevé chacun des enfants pendant au moins neuf ans, avant leur seizième anniversaire ou avant qu'ils aient cessé d'être à votre charge au sens de la législation sur les prestations familiales (20 ans).

La réforme des retraites 2023 a supprimé la condition d'éducation des neuf ans pour les enfants décédés y compris pour les enfants morts-nés, s'ils sont inscrits à l'état civil. Ils ouvrent donc droit à la majoration.

Des justificatifs seront à produire au moment de votre départ en retraite

- votre livret de famille pour vos enfants,
- le livret de famille de votre conjoint et le jugement statuant sur la garde des enfants, pour les enfants issus d'une précédente union,
- tous justificatifs prouvant que vous avez élevé les enfants de votre concubin ou partenaire de PACS, ou les enfants recueillis [justificatif de perception des allocations familiales, du SFT (supplément familial de traitement), domicile commun, attestations de témoins, jugement de tutelle...].

Le montant de la majoration de pension

La majoration de pension est de 10 % dès trois enfants, et de 5 % par enfant supplémentaire ; cela dans la limite de 100 % du traitement.

Pour les pensions des autres régimes, la majoration est de 10 % pour trois enfants et plus.

Cette majoration intervient dès lors que votre troisième enfant a 16 ans, puis aux 16 ans des enfants suivants. Si lors de votre départ en retraite, cette condition n'est pas remplie, votre pension sera révisée lorsque les enfants ouvrant droit à la majoration auront atteints leurs 16 ans.

Les contacts et liens utiles :

ENSAP, pour vérifier vos données de carrière et de famille, réaliser une simulation de pension en autonomie :

<https://ensap.gouv.fr>

SRE (service des retraites de l'État) : <https://retraitesdeletat.gouv.fr>, rubrique « je contacte mon régime »

Tél. **02 40 08 87 65** (choix 2)

Portail inter-régimes : <https://www.info-retraite.fr>

RAFP : <https://www.rafp.fr>

Les nouvelles signalisations routières

La signalisation routière est en perpétuelle évolution pour assurer la sécurité et la fluidité du trafic. Depuis 2020, de nouveaux panneaux de signalisation ont été intégrés dans le Code de la route afin de répondre aux besoins croissants de sécurité et d'efficacité sur nos routes.

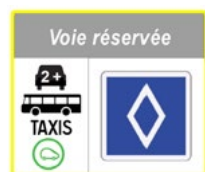
Peut-être avez-vous déjà croisé certains de ces panneaux ?



> Feu Mixte Piéton-Cycle



> Zones à Faibles Émissions (ZFE)



> Voie réservée pour les bus et le covoiturage



> Places de Parking pour Véhicules Électriques



> Circulation inter-files des deux-roues motorisés

Pour en savoir plus :

[Une signalisation routière aux emblèmes des jeux olympiques et paralympiques](#)

[Le code de la route accueille de nouvelles signalisations routières](#)

[Nouveaux panneaux de signalisation routière pour la circulation inter-files](#)

**SÉCURITÉ
ROUTIÈRE VIVRE,
ENSEMBLE**

Le saviez-vous ?

Le panneau M12 existe depuis 2008 et autorise les vélos à franchir la ligne d'arrêt du feu de manière à continuer leur chemin dans la direction indiquée par la flèche. Il convient néanmoins de respecter la priorité accordée aux autres usagers et notamment aux piétons.



Une signalisation pour les JO de Paris 2024 : des panneaux spécifiques et identifiables

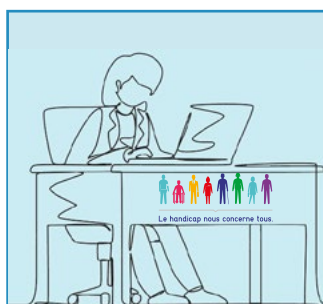


Ces panneaux seront implantés entre le 1^{er} juillet et le 15 septembre 2024 inclus, sur les réseaux routiers gérés par l'État, la Ville de Paris, les départements et les collectivités locales. Ils concerneront Paris ainsi que les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, des Yvelines et du Val d'Oise.

Le mandat de protection future

Vous vous demandez à quoi sert le mandat de protection future, qui peut l'établir ? Quelle peut être sa forme ? Quels sont ses effets ? A quel moment il prend fin ? Nous vous présentons les informations à connaître. Les informations diffèrent selon que le mandat est pour soi-même ou pour autrui (pour un enfant).

Pour en savoir plus : Source [Service-Public.fr](https://www.service-public.fr)



Votre correspondant handicap de proximité

sur le site Intranet de l'action sociale en suivant ce lien :

<https://actionsociale.interieur.rie.gouv.fr/index.php/handicap/288-qui-contacter>

Une aide universelle d'urgence est mise en place pour les victimes de violences conjugales

Toute victime de violences conjugales peut, à compter du 1^{er} décembre 2023, bénéficier d'une aide financière lui permettant de quitter rapidement son foyer, de se mettre à l'abri et de faire face à ses dépenses immédiates. Le montant de ce soutien financier dépend du niveau de ressources de la victime et du nombre d'enfants qu'elle a à charge.

Un décret publié au Journal officiel le 25 novembre 2023 précise les modalités d'attribution de l'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales. Ce soutien financier, accessible à compter du 1^{er} décembre 2023, est destiné aux victimes de violences (physiques, psychologiques...) commises par le conjoint, le concubin ou le partenaire de PACS. Il peut prendre la forme d'un prêt sans intérêt ou d'un don, en fonction notamment de la situation financière et sociale de la victime.

Pour en savoir plus : [Service-Public.fr](https://www.service-public.fr)



Assurance maladie : se protéger des escroqueries et des messages frauduleux

Courriers électroniques, SMS, appels téléphoniques... les tentatives de fraudes peuvent se présenter sous différentes formes. Comment reconnaître des sollicitations malveillantes ? L'Assurance maladie rappelle les conseils essentiels en matière de sécurité.

Cette campagne d'information de l'Assurance maladie pour identifier les messages frauduleux intervient alors qu'une cyberattaque vient de toucher deux opérateurs de gestion du tiers-payant. Plus de 33 millions de personnes sont concernées par la fuite de données personnelles occasionnée par ce piratage.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) indique que les opérateurs doivent informer « individuellement et directement » tous leurs adhérents concernés par cette violation de données, conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD).



À noter : la Cnil conseille d'être « prudent sur les sollicitations que vous pourrez recevoir, en particulier si elles concernent des remboursements de frais de santé » et de « vérifier périodiquement les activités et mouvements sur vos différents comptes ».

Quels réflexes pour quelle sollicitation ?

Avec l'accroissement des services en ligne et l'amélioration des techniques de tromperie, il est devenu parfois difficile de distinguer un vrai message d'une tentative d'escroquerie. Comment procéder face à chaque situation ?

Face à un message électronique

- Vérifiez l'adresse de l'expéditeur, même si elle a l'apparence d'un site officiel.
- Soyez attentif à l'orthographe et à la tournure des phrases. Des fautes d'orthographe, une ponctuation aléatoire doivent vous interpeller.
- N'ouvrez pas les pièces jointes.
- Ne communiquez jamais vos informations confidentielles : identifiants de connexion, numéro de sécurité sociale, coordonnées bancaires, etc.
- Ne cliquez pas sur les liens contenus dans les messages.
- En cas de doute et avant d'agir, vérifiez avec l'organisme qu'il s'agit d'un vrai message. Lors d'un appel, raccrochez et appelez. Vous trouverez un numéro officiel sur les moteurs de recherche ou en passant par votre moyen d'accès habituel (à travers votre application, un navigateur web, etc.).

Pour en savoir plus : [Service-Public.fr](https://www.service-public.fr)

Nutrition : manger de saison chaque mois !

Au-delà de leur impact écologique moindre (réduction des transports et des équipements nécessaires à leur conservation), la consommation des fruits et légumes de saison, c'est aussi de meilleurs apports nutritionnels, sans oublier le goût !

Pour en savoir plus :
Site Santé publique France :
www.mangerbouger.fr



Du côté de la FJM...

Des vacances avec la FJM !

Parce que passer ses vacances à la FJM, c'est la promesse de vivre des moments d'exception en France, à un prix accessible pour tous, réservez vite votre séjour avec 4 destinations « nature » qui n'attendent plus que vous !

Téléchargez [les nouveaux flyers](#) sur le site Internet de la fondation Jean Moulin.

Vous voulez commander les versions papier, alors faites en la demande à l'adresse newsletter@fondationjeanmoulin.fr

Vous voulez recevoir dorénavant toutes les offres de la FJM sur votre boîte mail personnelle, inscrivez-vous à notre newsletter directement via la page d'accueil de notre site Internet www.fondationjeanmoulin.fr ou en envoyant votre adresse personnelle à newsletter@fondationjeanmoulin.fr

Odalys

Des vacances d'été anti-inflation ! [Prix figés]

Pour préserver le pouvoir d'achat de ses clients, Odalys reconduit son offre « Anti-inflation » pour l'été 2024 ! Parce que nous comprenons l'importance de se déconnecter, de retrouver la famille et de profiter d'un grand bol d'air frais, nous apportons notre contribution pour contrer les hausses de prix.

Profitez de nos tarifs bloqués sur une large sélection de résidences (mer, campagne et montagne) durant toute la saison été même pendant les vacances scolaires ! L'offre est valable jusqu'au 21 septembre 2024 inclus jusqu'à épuisement des stocks et/ou stop ventes.

Rappel de votre code partenaire : **75MINI** en vous connectant sur le site :tul

<https://www.odalys-vacances.com/anti-inflation-ete-2024>



MMV

Anticipez l'Été, profitez encore de nos offres Early Booking !

Profitez des meilleures conditions tarifaires sur votre séjour été en réservant jusqu'au 1^{er} mars 2024 jusqu'à -23 %.

Offre cumulable avec les bons plans longs séjours et enfants gratuits en Villages Club (remise partenaire incluse), sur une sélection de périodes et destinations, pour tout format de séjours (hors séjours de 5 nuits).

Offre avec votre code partenaire déjà intégré :

https://www.mmv.fr/partenaires/offre-anticipez-ete?login_partenaire=COMP040674



Center parcs

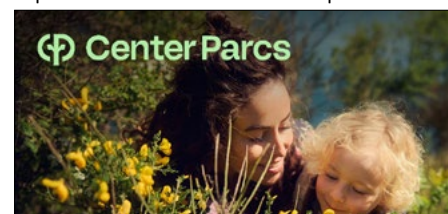
Vacances de Printemps 2024 jusqu'à -30 % sur une sélection d'hébergement valable jusqu'au 1^{er} mai 2024 !

Profitez des activités aquatiques et d'extérieures au cœur de la nature dans nos domaines « Center Parcs ». Offre valable sur l'hébergement seul (hors prestations annexes), suivant les dates et catégories de cottages indiquées et offre soumise à disponibilités selon un stock alloué à cet effet (jusqu'aux 30 derniers cottages).

Exclusivement réservée à des personnes physiques, non rétroactive et non cumulable avec toute autre promotion.

Elle ne s'applique pas à une réservation déjà effectuée ni lors de séjours consécutifs et non échangeable contre de l'argent ou une autre prestation.

https://ww2-ce.groupepvc.com/fr-fr/vacances-printemps-center-parcs_ms



VVF

C'est le moment de partir pour une escapade ensoleillée à petits prix en mai !

Les ponts et weekends prolongés sont toujours un bon moyen de s'évader et de se créer de jolis souvenirs avant l'été...

Découvrez nos destinations pour partir un week-end (1^{er} mai, 8 mai, Ascension et Pentecôte) et profitez des beaux jours du printemps en famille, en amoureux, ou entre amis !

Faites votre choix parmi nos destinations et partez à la découverte de nos belles régions françaises !

<https://www.vvf.fr/week-ends-ponts-mai.html>

Dispositif Evasion Handicap Famille

Des séjours en famille où chacun peut vivre un temps à soi.

Un membre de votre famille est en situation de handicap mental ou psychique, de polyhandicap ou atteint d'autisme ? Il ou elle a entre 6 et 30 ans ? L'UFCV, experte des vacances adaptées, et VVF, spécialiste des vacances familiales en village, unissent leurs forces pour vous faciliter l'accès aux vacances ensemble.

Une sélection de destinations vacances partout en France, un accueil privilégié pour votre proche handicapé.

<https://www.vvf.fr/evasion-handicap-famille.html>



OFFRE EXCEPTIONNELLE

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES



Orpheopolis

Orphéopolis s'engage pour les agents du MI mobilisés !

COLONIES DE VACANCES

ÉTÉ
2024

SÉJOURS DE 15 JOURS

À partir de

572 €

TRANSPORTS INCLUS

Prestation
interministérielle
déduite



FORMIDALPES

La Giettaz (73)

6/12 ans

> du 20 juillet au 2 août
> du 3 au 16 août

Au programme :

- cani rando
- via ferrata
- piscine
- luge d'été...



LES PIEDS DANS L'EAU

Saint-Georges-de-Didonne (17)

6/12 ans

> du 3 au 16 août

Au programme :

- paddle, kayak ou voile
- balades à vélo
- sortie au zoo de La Palmyre
- plage et baignades...



NAR «BONNE» PLAGE

Narbonne (11)

6/12 ans et 13/17 ans

> du 20 juillet au 2 août
> du 3 au 16 août

Au programme :

- paddle et kayak
- karting
- canyoning (13/17 ans)
- plage et baignades...



Toutes les informations :
www.orpheopolis.fr
ou scannez ce QR code

PLACES LIMITÉES

Clôture des inscriptions
le 31 mars 2024



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

Liberté
Égalité
Fraternité

CONTACT : colosjo2024@orpheopolis.fr

Du côté de l'ANAS...

Partez à la découverte de nos villages vacances ANAS et des offres spéciales de séjour



Village Vacances de Gujan-Mestras / Arcachon Maurice Paloque

Un week-end de 2 ou 3 nuits pour partir à la chasse aux œufs de Pâques !

Pour 2 à 4 personnes du 29 mars au 1^{er} avril 2024, profitez de ce week-end end pour faire un tour à Gujan-Mestras.

La piscine chauffée sera ouverte pour votre plus grand plaisir !

Contact : Tél. **05 56 66 12 50** - Mél. arcachon@anas.asso.fr

Village Vacances de Cannes La Bocca

À quelques kilomètres de notre village vacances, du 5 au 10 avril 2024, c'est la 7^e édition du canneseries.

Rendez-vous à l'Espace Miramar pour assister à des projections gratuites et ouvertes à tous, des rencontres autour de séries populaires ainsi que des conversations avec des intervenants et des talents qui partagent leur passion avec le public.

Nos bungalows à des tarifs imbattables, vous attendent à cette occasion !

Contact : Tél. **04 93 47 20 11** - Mél. cannes@anas.asso.fr



AGENDA



> Jeudi 14 mars 2024 > Journée nationale de l'audition

La 27^e campagne Journée nationale de l'audition (JNA) se dresse en porte-étendard de la lutte contre l'ignorance généralisée entourant les acouphènes, une réalité silencieuse touchant 6 millions de personnes en France.

Site de la JNA : <https://www.journee-audition.org/la-campagne/la-campagne-presentation.html>



> Vendredi 15 mars 2024 > Action de sensibilisation pour vous faire entendre les choses autrement sur les thématiques « préjugés et stéréotypes »

Cette action est organisée sur le site Lumière, de 10 h à 11 h à la salle des Commissions avec Infosens.

Pour vous inscrire : handicap@interieur.gouv.fr, en indiquant votre nom, prénom et direction.

> MARS BLEU 2024 > Mois dédié au dépistage du cancer colorectal

C'est le mois du cancer colorectal, un cancer qui touche chaque année plus de 43 000 personnes, soit près de 120 cas diagnostiqués par jour. Le test de dépistage est gratuit de 50 à 74 ans, je commande mon kit de dépistage en ligne :

<https://monkit.depistage-colorectal.fr/#/accueil> - Site de la ligue contre le cancer : <https://www.ligue-cancer.net>



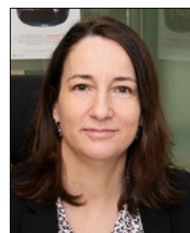
> Du samedi 30 au dimanche 31 mars 2024 > Changement d'heure

Le changement d'heure d'été 2024 aura lieu le dimanche 31 mars 2024 à 2h00. Il faudra avancer vos montres et horloges d'une heure. Nous passerons à l'heure d'été.



DÉPARTS/ARRIVÉES

> Arrivée à la SDPASP/DRHFS



Marie-Laure Spertini, commissaire divisionnaire, a pris ses fonctions en qualité d'adjointe à la sous-direction de la prévention, de l'accompagnement et du soutien des personnels (SDPASP).

Richard Besnier, major, a pris ses fonctions en qualité d'instructeur au groupe d'assistance aux policiers victimes (GAPV)/DAP.